

Togo: la Cedeao agira-t-elle au sujet de la candidature de Gnassingbé ?



Une délégation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) séjourne au Togo. Conduite par le Général Behanzin, la délégation a eu à rencontrer la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et les différents partis politiques du Togo dont la Coalition C14. Le regroupement politique coordonné par Brigitte Adjamagbo-Johnson a saisi l'occasion pour présenter une pile d'exigences pour un scrutin démocratique. De même la C14 a invité la CEDEAO à œuvrer pour que Faure Gnassingbé ne soit pas candidat.

On le savait déjà. La C14 n'est pas du tout contente de la façon dont la CEDEAO avait géré la crise sociopolitique togolaise jusqu'à l'organisation des élections législatives en décembre 2018. Le regroupement politique a rencontré mardi une mission de la CEDEAO déployée au Togo depuis le début de la semaine.

A l'occasion, la C14 a réitéré son engagement pour une alternance pacifique par les urnes. Le regroupement dirigé par Brigitte Adjamagbo-Johnson a insisté sur « les exigences des populations togolaises en vue de l'organisation d'une élection présidentielle libre, équitable et apaisée ».

{loadmoduleid 210}

Aux émissaires de la CEDEAO, la C14 a demandé d'œuvrer pour une refonte complète du fichier électoral ainsi que l'audit de l'ensemble du processus électoral par une institution internationale. Elle a insisté sur la nécessité de la reconstitution de la Cour constitutionnelle conformément aux recommandations de la CEDEAO, le réaménagement de la CENI et de ses démembrements en vue d'une représentation des acteurs du paysage politique national, le renforcement du système de sécurisation et d'authentification des bulletins de vote ; l'arrêt des violences, des violations répétées des droits de l'homme et la stigmatisation d'une ethnie et religion dans la vie politique nationale.

La candidature de Faure Gnassingbé

L'autre sujet abordé par la délégation de la C14 avec les émissaires de la CEDEAO est l'inévitable candidature du Chef de l'Etat actuel à la prochaine élection présidentielle. Au vu des dispositions de la dernière modification intervenue le 8 mai dernier, Faure Gnassingbé pourrait briguer un et même deux autres mandats à la tête du pays, en plus des trois qu'il est en train de boucler.

Cette nouvelle candidature de Faure Gnassingbé « est inopportune » selon la C14 qui explique à la délégation de la CEDEAO que la famille du président est en train de boucler « six décennies de règne » à la tête du Togo. Mme Adjamagbo-Johnson et ses collègues souhaitent que la CEDEAO œuvre à faire changer d'avis le président togolais.

Par ailleurs, la C14 a exprimé son étonnement au sujet du refus de la CEDEAO de publier ou à mettre à la disposition des acteurs politiques le rapport de l'audit du fichier électoral réalisé en 2018.

« Enfin la C14 a invité la délégation de la CEDEAO à faire preuve d'impartialité, à être à l'écoute de l'immense majorité des Togolais et à prendre conscience du discrédit

qui frappe l'Institution sous régionale suite à son incapacité à régler correctement les crises dans la région en général et sa complaisance face au régime togolais en particulier », précise le regroupement dans un communiqué.

Pour finir, la coalition met en garde contre une « mascarade et frauduleuse élection présidentielle ». Elle appelle les togolais à rester mobilisés pour l'obtention des conditions d'organisation d'une élection présidentielle transparente et équitable en 2020.

{loadmoduleid 212}